

RAPPEL :

Les rapports de veilles à la frontière franco-italienne sud, en particulier ceux concernant le pont Saint-Louis à Menton, retranscrivent des témoignages oraux terribles de réfugiés renvoyés par la Police Aux Frontières française. Ces témoignages sont recueillis par les bénévoles de l'association solidaire Keshaniya Kitchen.

RAPPORT HEBDOMADAIRE DU 20 AU 26 OCTOBRE 2019

Au cours de la semaine écoulée, nous avons rencontré à la frontière franco-italienne, à Grimaldi Inferiore, 553 personnes qui ont été arrêtées par la police française et renvoyées en Italie. C'est le plus grand nombre depuis le début de notre collecte des données (1 an). Le nombre de personnes augmente beaucoup ces dernières semaines. Nous avons connaissance d'un total de 578 personnes qui ont été refoulées. Nous avons constaté que 18 personnes se sont rendues à Vintimille en bus public, avec la Croix-Rouge et la police italienne, sans entrer en contact direct avec nous et que 7 mineurs ont été ramenés en France par la police italienne. Ces chiffres incluent 13 femmes, dont trois enceintes, 27 mineurs isolés, 8 nourrissons et 4 mineurs, accompagnés d'un membre de leur famille. Ce chiffre ne comprend pas la vingtaine de personnes qui ont été envoyées à Tarente par la police italienne le 24 octobre.

Mineurs :

Au moins 7 mineurs ont été renvoyés en France par la police italienne après leurs refoulements injustifiés en Italie.

Nous sommes retournés à la police italienne avec des jeunes de 15 et 16 ans qui n'avaient pas encore donné d'empreintes digitales en Europe pour les faire enregistrer comme mineurs. La police a affirmé que les deux jeunes s'étaient déclarés majeurs, ce qu'ils ont réfuté. La police italienne a alors dit que son système d'enregistrement ne fonctionnait pas. Ils nous ont ordonné de partir et de ne pas revenir.

Cette semaine, nous avons rencontré une jeune fille mineure voyageant seule ce qui est très rare.

Un adolescent de 16 ans nous a raconté son expérience à la PAF. Deux policières françaises étaient divisées sur le fait de savoir si elles l'acceptaient ou non en tant que mineur, la minorité étant déclarative cela ne devrait pas arriver. Finalement, il a été renvoyé en Italie, a donné quatre de ses empreintes digitales et a été enregistré comme ayant 21 ans par la police italienne parce que c'est ce qui avait été écrit par la police française sur son refus d'entrée.

Violence policière :

Deux jeunes de 15 ans ont déclaré avoir été menacés par la police française d'être frappés s'ils revenaient.

7 personnes qui ont traversé la frontière dans les montagnes dans la nuit du 21 au 22 octobre ont déclaré avoir été arrêtées par la Légion étrangère à une heure du

matin et que des soldats auraient pointé leurs armes dans leur direction. Leurs refus d'entrée indiquaient qu'ils avaient été arrêtés au Pont Saint-Ludovic (point de contrôle frontière sur la côte).

5 autres personnes ont également eu des lieux d'arrestation mal indiqués sur leurs refus d'entrée. Ils ont été arrêtés au premier péage sur l'autoroute (La Turbie) et se trouvaient dans la voiture d'un passeur. La police a arrêté le conducteur mais a écrit que les passagers avaient été arrêtés dans un bus.

Une personne a perdu son sang-froid lors de sa détention dans les algecos de la PAF et a brisé une fenêtre avec sa tête et ses poings. Il a déclaré avoir ensuite été frappé par la police française. Une autre personne a assisté aux faits et a vu une personne se blesser sur les éclats de la vitre brisée. La personne blessée a demandé de l'aide, mais la police a, selon lui, affirmé que ce n'était rien et a refusé de l'aider.

Une personne a demandé, après 16 heures de détention, s'il pouvait être libéré. Il nous a dit que la police française lui aurait demandé de s'approcher de la porte, il raconte alors avoir été frappé puis libéré.

Une personne aurait été frappée par la police française avec son bâton sur une jambe et dans le dos. Les policiers auraient dit à l'homme qu'ils agissaient ainsi parce qu'ils ne pouvaient pas faire une pause et aller manger à cause de lui.

Le 26 octobre à 18h30, nous avons constaté que plus de 10 personnes avaient été relâchées des algecos et que, pendant ce temps, la police française leur ciaient dessus.

Nous avons également entendu parler d'un cas de violence policière survenu il y a trois mois. Cette personne témoin raconte avoir vu un policier donner un coup de pied dans les parties génitales d'un homme, qui a ensuite perdu connaissance à cause de la douleur. La police n'a pas fourni l'aide médicale nécessaire.

Trente-deux personnes nous ont dit qu'elles avaient été détenues entre 11 et 22 heures au sein des locaux de la PAF.

Encore une fois, nous avons rencontré un grand nombre de personnes atteintes de plaies infectées, en particulier aux jambes.

Détention de longue durée :

Une fois encore, plusieurs personnes ont été retenues en détention de manière disproportionnée. 8 personnes sont restées dans les locaux de la PAF plus de 20 heures.

Une personne est restée enfermée 23 h et a affirmé n'avoir rien reçu à manger ni à boire.

Nous avons rencontré 6 personnes du Yemen, et plusieurs personnes du Népal, ce qui est très rare. La majorité de la population vient d'Afrique du Nord, d'Afghanistan, du Pakistan, du Kurdistan, et du Soudan.

Kesha Niya

*****English version*****

During the last week we met 553 people at the French-Italian border, in Grimaldi Inferiore, who were arrested by the French police and sent back to Italy. This is the largest number since the data was collected. The number of people is increasing a lot these last weeks. We know of a total of 578 people who were pushed back, as we saw that 18 people went to Ventimiglia by public bus, Red Cross and Italian police, without getting in direct contact with us and 7 minors were brought back to France by Italian police. These figures include 13 women, three of them pregnant, 27 minors, 8 infants and 4 minors, accompanied by a family member. Not included in this figure are around 20 people who were sent to Taranto by the Italian police on 24 October.

Minors

7 minors were returned to France by the Italian police before they arrived to us. We went back to the Italian police together with a 15- and 16-year-old who had not yet given any fingerprints in Europe to register them as minors. The police alleged that the two minors declared themselves 18 which was denied by the two concerned. The Italian police then said their system for registration was not working. They ordered us to leave and not come back.

This week, we met a female female minor traveling alone.

A 16-year-old told us about his experiences in the PAF. Two French police women were divided about whether or not they accept him as a minor. In the end, he was pushed back to Italy, gave four of his fingerprints and was registered as a 21-year-old by Italian police because it's what was written on his "refus d'entrée".

Violence

Two 15-year-olds said they were threatened by the French police that they will get hit if they come back

7 people who crossed the border in the mountains on the night of October 21st and 22nd reported being arrested by the Foreign Legion at one o'clock at night, and that some soldiers aimed their machine guns at them. The refus d'entrée stated that they were arrested at the Pont Saint Ludovic (border control directly on the coast).

5 other people also had wrong arrest places mentioned on their "refus d'entrée". They were arrested at the first toll on the highway (La Turbie) and were in the car of a smuggler. The police arrested the driver but wrote that the passengers were stopped in a bus.

One person lost self-restraint during detention in the containers and smashed a window with his head and hands. He said he was then punched by the French police. Another saw it happen and also how a person injured himself on the shards of the broken window. The injured person asked for help, but the police claimed it was nothing and refused to help.

One person asked after 16 hours of detention if he could be released. He told us the French police urged him to come to the door and when he got there, he was beaten first and then released.

Also, a person reported being hit by the French police with their baton on one leg and on the back. The policemen apparently said to the guy that they do this because they couldn't take a break and go to eat because of him.

At 6:30 pm on October 26, we saw that more than 10 people were released from the containers and during that time they were shouted at by the French police.

We were also told about a case of police brutality that took place in the containers three months ago. This reporter saw a policeman kick into a person's genitals, he then lost consciousness because of the pain. The police did not provide any first aid.

We were told by 32 people that they were detained between 11 and 22 hours in the PAF.

Again, we met a high number of people with inflamed wounds, especially on the legs and made first aid.

--

Kesha Niya Kitchen
- COOKING FOR AND WITH REFUGEES -
www.keshaniya.org

SWK - Schöner Willkommenskultur e.V.

Long Detention

Once again, several people have been held in disproportionate detention. 8 people were in the PAF for 20 hours.

One person was locked for 23 hours and confirmed he had nothing to eat or drink.

We met 6 people from Yemen and several people from Nepal, which is very rare. The majority of people were coming from the North Africa, Afghanistan, Pakistan, Kurdistan and Sudan.

Kesha Niya